



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

21/05/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 280 du 21 mai 2026**

Édito :

Salaires : un tous ensemble, dans la lutte, urgent et nécessaire !

La hausse du SMIC de 2,4% à partir du 1^{er} juin va le porter à 1.867 euros brut. Correspondant à une hausse de 44 euros. Cette augmentation couvre à peine l'augmentation sous-estimée du coût de la vie. Dans les branches professionnelles, comme dans le public cette hausse du SMIC a pour conséquence le tassement des grilles vers le bas, les *minima* de rémunérations étant rattrapés par le SMIC. Pour la fonction publique cette situation concerne pas moins de 700.000 agents, en dit long sur la faiblesse des salaires du public ! D'une manière générale dans le privé comme dans le public, la conséquence, c'est bien l'appauvrissement d'une partie importante des salariés les moins bien payés. Cette réalité alimente un juste mécontentement se traduisant par des initiatives de lutte locales et sectorielles afin d'obtenir des rattrapages. Les organisations syndicales se disent préoccupées par cette situation, c'est le moins qu'elles puissent faire. Elles réclament des négociations sur les salaires mais pour autant, ne les envisagent pas en créant un rapport de force par l'action collective favorable aux salariés. De son côté la CFDT prend soin, déjà, d'en marquer les limites : ne pas porter tort aux entreprises ! Si l'on ne veut pas se faire plumer, il est temps, grand temps de faire de la question de l'augmentation des salaires une affaire centrale et nationale : un tous ensemble, dans la lutte, urgent et nécessaire !

Sommaire :

Luttes

- *Victoire pour les coiffeuses du boulevard Sébastopol !*
- *Carrefour ex-Match : la CGT ne signe pas l'accord NAO*
- *Dumarey Powerglide Bouthéon (Loire), 90 % des salariés entament une deuxième semaine de grève*
- *Fermeture d'Indorama à Longlaville (Meurthe-et-Moselle)*
- *Recherche publique : appel à l'action le 11 juin*
- *Stellantis : la solidarité pour gagner*
- *Safran (Haute-Garonne) : contre les discriminations syndicales, la lutte fait reculer la direction*
- *La FNIC-CGT et les restructurations*
- *IKEA condamnée pour discrimination syndicale*
- *Fin de la grève chez ID Logistics près d'Amiens, des points positifs pour le pouvoir d'achat*
- *Grève à Médipôle Cabestany : face à leur réquisition, les grévistes obtiennent une victoire en justice*
- *Deux jours de grève sur le réseau Astrobuss (Lisieux Normandie) à partir du 18 mai*
- *Licenciement d'un salarié syndiqué sur le site d'Eurengo à Sorgues (Vaucluse)*
- *Saisonniers marocains exploités dans le Tarn-et-Garonne, deux condamnations à de la prison, 776 000 euros de fraude sociale et une interdiction d'exercer*
- *Le nouveau maire RN de Carcassonne s'attaque aux droits sociaux et aux libertés syndicales*
- *Bureau revendicatif d'embauche CGT ville de Paris du mardi 26 au vendredi 29 mai, Place de l'hôtel de ville de 9h30 à 17h*
- *L'enseigne Bouchara en procédure de redressement judiciaire*

- *Le chausseur Minelli placé en redressement judiciaire*
- *Le Printemps annonce 229 suppressions de postes 10% de ses effectifs*
- *L'entreprise STMicroelectronics annonce la suppression "d'environ 1 000 postes"*
- *10 juin les syndicats de la SNCF entendent bien " taper très fort "*
- *Les postiers des Hautes-Pyrénées annoncent une grève illimitée*
- *Mécontents du montant de leurs primes, les salariés de Kalmar France en grève au Havre*
- *Les salariés de La Poste à Thouars poursuivent leur mouvement de grève*
- *La CGT Educ'action et le Snes-FSU de l'Indre appellent à la grève*
- *SPACE à Rennes : la CGT alerte sur la situation sociale des salariés et interpelle les élus locaux*
- *Une grève inédite s'annonce au service santé étudiante (SSE) de [l'université de Nantes](#)*

Dossiers Économie

- *Forfait-jour : une étude de la Dares*
- *Les constructeurs automobiles chinois et européens délocalisent leur production mutuellement*
- *Ikea taille dans ses effectifs*
- *Chômage en hausse*
- *Groupe Bolloré : La CGT appelle à un rassemblement samedi 30 mai devant l'Olympia*
- *54^{ème} congrès de la CGT*

Solidarité internationaliste

- *Fédération Syndicale Mondiale : Cuba n'est pas seule, campagne mondiale de collecte de signatures*
- *Bolivie : grève générale, marche sur La Paz*
- *Renault (Espagne) : les patrons, aussi, ne lâchent rien...*
- *Martinique : Transaglo, la grève se poursuit*
- *En Italie, le 18 mai 2026, des milliers de travailleurs italiens ont participé à une grève générale de 24 heures*
- *Grèce : pour la 5^e année consécutive, la KNE (jeunesse communiste) arrive en tête lors des élections étudiantes*
- *Corée du Sud : La grève chez Samsung perturbe la production mondiale de cartes mémoire*

Luttes

Victoire pour les coiffeuses du boulevard Sébastopol !

Depuis 78 jours, les coiffeuses et les barbiers du salon du 65, boulevard de Strasbourg ont fait grève et occupé leur lieu de travail.

Ils viennent de remporter une bataille décisive. En effet, la Préfecture de police de Paris leur délivre des titres de séjour en tant que victimes potentielles de traite des êtres humains.

L'UD-CGT de Paris les a soutenu pendant toute la durée du conflit, elle écrit dans un communiqué : " *les patrons se sont cachés. Aujourd'hui, l'entreprise est en cours de liquidation. Les prochaines étapes du conflit, pour récupérer les sommes dues aux salarié-es et faire condamner les patrons pour traite des êtres humains auront donc lieu devant les tribunaux.*

Cette victoire a été possible parce que les salarié-es ont décidé de démarrer une grève avec occupation, et parce que ce mouvement a été minutieusement préparé avant et pendant toute sa durée avec la CGT. Tout au long de ces deux mois et demi, les grévistes ont décidé de toutes les étapes de leurs mouvements. Leur détermination a été sans faille.

Elles et ils ont également bénéficié d'une vague de soutien venue des habitant-es du quartier, des rangs de toute la CGT, des organisations politiques et associatives et de nombreux-es élu-es politiques.

Afin de remercier les nombreux soutiens de cette lutte, nous vous invitons à une fête de la victoire qui aura lieu le jeudi 28 mai, à partir de 17h30, au 85 rue Charlot.

Nous avons passé deux mois et demi sur le boulevard de Strasbourg, et nous y avons découvert de nombreuses autres affaires de surexploitation de salarié-es sans-papiers et de situations relevant de la traite des êtres humains. Il est urgent de protéger ces salarié-es vulnérables et de leur permettre de sortir de l'emprise de leurs patrons. Mécontents du montant de leurs primes, les salariés de Kalmar France en grève au Havre chose à faire est de leur délivrer des titres de séjour. Nous demandons à rencontrer prochainement les pouvoirs publics compétents afin d'avancer sur la protection de ces salarié-es."

Carrefour ex-Match : la CGT ne signe pas l'accord NAO

Après avoir analysé les propositions de la direction et consulté les salariés, la CGT a estimé que les mesures annoncées ne répondent pas aux attentes légitimes du personnel face à la hausse du coût de la vie, à l'augmentation de la charge de travail et aux efforts fournis au quotidien.

La CGT revendique une base de salaire de 2.000 euros mensuel pour les premiers niveaux, ceci permettrait juste aux travailleurs de ne pas se trouver dans la précarité. Malgré plusieurs réunions de négociation, la direction est restée sur des positions insuffisantes, notamment concernant les augmentations générales de salaire, l'amélioration des conditions de travail, le maintien du pouvoir d'achat concernant l'ensemble des salariés et une contribution financière à la suite de l'augmentation du carburant. La CGT Carrefour Ex-Match refuse de cautionner un accord ne permettant pas de garantir une réelle progression sociale et salariale.

Dumarey Powerglide Bouthéon (Loire), 90 % des salariés entament une deuxième semaine de grève

Ils sont bien décidés à ne rien lâcher. Après une semaine de répit (fermeture de l'usine pour congés), la très grande majorité des 265 salariés de Dumarey Powerglide Bouthéon ont entamé ce lundi une seconde semaine de grève¹. La fermeture de l'entreprise signifierait 265 suppressions d'emploi.

Le délégué syndical CGT ne se résout pas à ces suppressions d'emploi. Il affirme : " Nous avons l'exemple des collègues de Mecacentre dont l'usine a fermé en 2023 et qui sont partis avec un beau chèque. Mais aujourd'hui, un certain nombre d'entre eux n'a toujours pas retrouvé d'emploi... Alors, après notre premier combat qui est avant tout de sauver notre emploi, si nous n'y parvenons pas, c'est de partir dans de bonnes conditions ".

Fermeture d'Indorama à Longlaville (Meurthe-et-Moselle)

Deux mois après l'annonce de la fermeture du site du fabricant de polyester Indorama Ventures à Longlaville, devant entraîner la suppression de 163 emplois, les négociations financières entre salariés et direction sont au point mort : syndicats et employés menacent de se mettre en grève. Indorama est la propriété d'un investisseur thaïlandais. Cette entreprise est un des derniers employeurs industriels du bassin de Longwy.

Recherche publique : appel à l'action le 11 juin

Le budget 2026 des Etablissements Publics Scientifiques et Techniques est catastrophique. Pour exemple, le CNRS finira l'année avec une trésorerie à 0€, le budget alloué ne permettant pas de couvrir les frais de l'établissement. Dans ces conditions, seule la lutte des personnels peut faire bouger les choses. Sur cette base le SNTRS-CGT propose à toutes les organisations syndicales de la recherche publique une journée d'action le 11 juin.

Stellantis : la solidarité pour gagner

La bataille pour sauver les emplois à Poissy, face à la direction de Stellantis, a commencé depuis plusieurs mois. La CGT a déjà lancé de nombreux appels à des débrayages, à des jours de grève et de manifestation, afin d'exiger le maintien de tous les emplois, ceci passe nécessairement par l'attribution de la fabrication d'un nouveau véhicule après la Mokka. La CGT s'engage à continuer et à amplifier ce processus de lutte pour se faire entendre des pouvoirs publics et faire reculer la direction par le rapport de forces. Le Syndicat CGT Stellantis de Poissy lance une caisse de solidarité afin de permettre aux collègues qui seraient en difficulté financière à cause des grèves de pouvoir continuer à s'engager dans la lutte jusqu'au bout des possibilités.

https://www.leetchi.com/fr/c/caisse-de-greve-des-salaries-de-stellantis-poissy-2126868?utm_source=copylink&utm_medium=social_sharing

Safran (Haute-Garonne) : contre les discriminations syndicales, la lutte fait reculer la direction

Un rassemblement s'est tenu en soutien à Sabrina, élue CGT de l'entreprise, pour le CSE concernant son licenciement pour une faute imaginaire. L'importante mobilisation et le travail de la section CGT Safran ont porté leurs fruits.

La FNIC-CGT et les restructurations

Ils sont 3 ou 4 Acteurs à se partager le magot, à avancer leurs pièces comme dans un jeu se souciant peu du devenir de leurs pions. L'importance n'est pas le nom qu'ils peuvent donner à leur forfaiture, « fusion, absorption, plan de restructuration, fermeture, PSE »... la finalité est la même... ce sont toujours les travailleurs qui en subissent les conséquences.

Qu'il ou elle soit exploité(e) d'OCP/Phoenix, d'ALLIANCE ou de la CERP, les mots « reclassement, mobilité, réorganisation, modification du contrat ou licenciement » sont le quotidien de ces exploité(e)s du capital. Tous ces remaniements ont un seul but, davantage de profit pour les actionnaires !!!

Depuis 5 ans, des dizaines de sites ont été fermés ou bien regroupés partout en France. Chez AHR Cencora, en 2023, 72 postes supprimés et 26 propositions de modification de contrat de travail concernés par les fermetures des sites d'Angoulême, Auray, Auxerre, Niort et Pau et transfert d'activités vers les sites de Nantes, Bordeaux, Angers, Rennes, Brest, Bourges, Longjumeau, Dijon, Châlons en Champagne, Bayonne, Agen et Toulouse. Rebelotte fin 2025, 62 postes supprimés et 30 propositions de modifications de contrat avec les fermetures de Bourges, Brives, Charleville, Nantes et Orléans. Toutes ces propositions de modification sont, exclusivement, liées à la mobilité géographique. Concernant les travailleuses et travailleurs ne voulant pas être arraché(e)s à la vie qu'ils ont construite, ce sera le coup de massue : le licenciement, bien sûr accompagné de ces fameux plans antisociaux donnant bonne conscience à ces suppôts du capital, mais qui voient in fine disparaître les emplois.

Pour les salariés d'OCP/Phoenix, même épilogue : en 2021, Aurillac, Roanne, Orange, Plessis-Robinson, Poitiers, Durtal et Rennes : tous ces sites ont été associés à d'autres, puis fermés en 2024.

Pour 2026, même punition annoncée, avec de nouveau regroupement, se souciant plus des gains que des problématiques liées à la mobilité des travailleurs et de leur famille et, encore moins, de la destruction de l'emploi.

La CERP, quand à elle, n'est pas épargnée. Après la fusion de la CERP Rhin-Rhône Méditerranée et la CERP Rouen en 2024, où déjà se posent les problématiques de statut et de coefficient des deux anciennes antithèses. Lors du CSE central extraordinaire du 23 avril 2026, l'employeur a annoncé son projet de transférer l'activité de CERP Genas vers CERP Irigny et, donc, de procéder à un remaniement de l'organisation. Là encore, des bouleversements vont impacter l'emploi et les travailleurs, permanents ou intérimaires sans distinction. Cette fois-ci, avec la complicité des autres syndicats de salariés et de leurs fidèles politiques d'accompagnement, n'ayant pas jugé bon de nommer un expert. Pire, ces mêmes « partenaires sociaux » ces syndicats fer de lance du paritarisme, ont refusé de reporter les élections professionnelles du site d'Irigny, privant les salariés, transférés, d'expression démocratique. Auraient-ils des craintes pour leur siège ?

Pour rappel, seul la validation de la DREETS est nécessaire afin que: soit validé le PSE et que l'employeur puisse l'appliquer de façon unilatérale. Les employeurs veulent à tout prix la signature des syndicats de salariés pour soulager leur conscience, mais c'est surtout pour discréditer les syndicats en les associant à leurs malversations pour ne pas dire crimes.

IKEA condamnée à cause de discrimination syndicale

Le syndicat CGT du Commerce du Puy-de-Dôme informe: Sylvie gagne enfin son procès en appel contre IKEA ! Le 12 mai 2026, après 1580 jours de combats judiciaires, la Cour d'appel de RIOM reconnaît le harcèlement moral et la discrimination syndicale de notre camarade. Cette dernière, à peine élue au CSE sous l'étiquette CGT, a fait l'objet de violents comportements anti-syndicaux de la part du leader international de l'ameublement. Pour rappel, la société suédoise a été condamnée le 15 juin 2021, après plus de 8 ans de procédures judiciaires, à verser des dommages et intérêts d'un montant d'un million d'euros à une centaine de parties civiles (salariés et militants syndicaux) exerçant dans les enseignes Ikea. Cette première affaire, force est de le constater n'a pas calmé les ardeurs anti-syndicales de la société suédoise. Cette nouvelle décision doit être interprétée comme une alerte sur les pratiques illicites de cette société en matière de libertés collectives et de représentation des salariés. Sylvie obtient plus de 80.000 € d'indemnisation pour l'ensemble de ses préjudices. Une belle victoire à mettre sur le compte de la combativité de notre camarade mais aussi des militants et défenseurs syndicaux ayant accompagnée de bout en bout.

Fin de la grève chez ID Logistics près d'Amiens, des points positifs pour le pouvoir d'achat

A l'appel de la CGT, les salariés d'ID Logistics étaient en grève depuis neuf jours, sur le site de Saint-Sauveur. Le samedi 16 mai, suite à une rencontre avec la direction, un accord a été trouvé avec des mesures pour les salariés du site logistique. Si la direction a refusé des augmentations de salaire, des mesures permettent d'obtenir le versement d'un supplément d'intéressement de 250 € brut, la commande de 23 chariots et des embauches prévisionnelles de 40 intérimaires d'ici le 1er septembre. Le mouvement a été long mais la CGT considère ceci : "sans ça [la grève], on n'aurait pas pu obtenir tout ce que l'on a aujourd'hui". Des caisses de solidarité avaient été mises en place en soutien aux grévistes.

Il s'agit donc d'un bilan en demi-teinte, restant malgré tout positif pour les grévistes. "On a récupéré des bonnes conditions de travail, on a récupéré des chariots en plus et on a eu quand même de l'argent en plus : 500 euros brut au total", souligne l'élue CGT. La plupart des salariés touchent 1 500 euros net et les intérimaires 1 390 euros. Ils demandaient 1 700 euros net notamment pour faire face à l'augmentation des prix du carburant. On a quand même obtenu pas mal de choses même si cette prime ne compense pas complètement l'absence d'augmentation des salaires. « On est là et on ne lâchera rien ». La multinationale Amazone, implantée sur 450 sites dans le monde, compte 55 000 salariés et enregistre un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros. A Saint-Sauveur, la filiale ID Logistics compte 530 salariés, dont 200 intérimaires, payés au SMIC avant la grève.

Grève à Médipôle Cabestany : face à leur réquisition, les grévistes obtiennent une victoire en justice

En grève, les salariés de Médipôle depuis 23 jours, la direction, afin de casser la grève, avait lancé des réquisitions du personnel pour les 18 et 19 mai. Lundi soir, le tribunal administratif de Montpellier a suspendu ces réquisitions ordonnées par la direction. "C'est une victoire", réagit ce mardi matin Anne-Laure Affani, déléguée CGT au sein de la clinique alors que les grévistes dénonçaient ces derniers jours des "réquisitions à tour de bras pour casser le mouvement". Lundi, après 25 jours de grève, la direction a proposé aux grévistes la mise en place d'une prime fixe de 400 euros par an et l'abaissement des seuils pour déclencher le versement de la prime d'intéressement. Les salariés doivent se retrouver mardi 19 mai en assemblée générale pour décider de la suite à donner au mouvement.

Deux jours de grève sur le réseau Astrobus (Lisieux Normandie) à partir du 18 mai

Depuis septembre 2023 et le changement de délégation de service public, le réseau Astrobus est piloté par Keolis. Un changement de nom accompagné d'un changement de convention collective. Les accords passés sous l'entité des Bus Verts ont été remplacés par la convention collective des transports. Plusieurs avantages ont soit disparu ou été rabaotés. Les économies à tous les étages, y compris sur le matériel roulant selon la CGT, provoquent un appel à la grève pendant 48 heures. Comme dans le transport ferroviaire, la mise en concurrence conduit à raboter sur les droits sociaux des salariés et sur leurs salaires afin d'empocher les contrats.

Licenciement d'un salarié syndiqué sur le site d'Eurengo à Sorgues (Vaucluse)

La CGT de l'entreprise Eurengo, à Sorgues, dénonce les sanctions disciplinaires ayant visé trois militants syndicaux ces derniers jours. Parmi ces trois salariés en CDI, adhérents à la CGT, l'un a été licencié pour faute grave, un autre a eu un avertissement et le troisième a fait l'objet d'un rappel à l'ordre. Selon la CGT, ces licenciements ont tout à voir avec la lutte en cours : "On peut croire au hasard, chacun a ses propres croyances, mais dans la même semaine, ces trois personnes qui suivent un mouvement de grève, qui sont à la CGT, reçoivent trois sanctions disciplinaires différentes. Il y a évidemment un lien". La CGT va demander l'annulation du licenciement en rappelant que : "Eurengo a déjà été condamné pour discrimination syndicale et atteinte au droit de grève. Donc il va falloir nous aussi monter d'un cran et on va appeler à la poursuite de la grève, à l'accentuation des mouvements de grève et de l'impact sur la production".

Saisonniers marocains exploités dans le Tarn-et-Garonne deux condamnations à de la prison, 776 000 euros de fraude sociale et une interdiction d'exercer

Soupçonnés d'avoir organisé un vaste système d'exploitation de saisonniers marocains dans les vergers du Tarn-et-Garonne, deux prévenus ont été condamnés ce mardi 19 mai 2026 par le tribunal correctionnel de Montauban. Travail dissimulé, fraude sociale estimée à plus de 776 000 euros, travailleurs recrutés contre 10 000 euros : le jugement confirme l'ampleur d'une affaire révélée par les témoignages de saisonniers abandonnés après leur arrivée en France.

Le tribunal judiciaire de Montauban rendra son délibéré mardi 19 mai 2026. Une vaste affaire d'intermédiation agricole est jugée entre le Maroc et le Tarn-et-Garonne. Les enquêteurs évoquent un système d'emploi irrégulier de saisonniers. Certains auraient payé jusqu'à 10 000 euros pour venir travailler dans les vergers du département. Le dossier est également marqué par des accusations de travail dissimulé et de fraude sociale. Le préjudice est estimé à près de 800 000 euros par la Mutualité sociale agricole.

Le nouveau maire RN de Carcassonne s'attaque aux droits sociaux et aux libertés syndicales

Le maire Rassemblement National s'attaque aux libertés syndicales et associatives. Il s'inscrit ainsi dans les pas des forces politiques dirigeant dans l'intérêt du grand capital et qui depuis des décennies s'attaquent aux conquêtes sociales des travailleurs. Il envoie un signal clair de soutien au patronat.

Lors du conseil municipal du 30 avril dernier, le nouveau Maire de Carcassonne a annoncé vouloir mettre fin à la mise à disposition de locaux pour les organisations syndicales ayant participé la veille à une manifestation contre l'extrême droite organisée par un collectif de jeunes de Carcassonne (Nous Carcassonne). Cette décision, consiste à vouloir effacer le rôle du syndicalisme dans l'histoire du département et intervient après le retrait des subventions de la Ligue des droits de l'Homme et après avoir dénoncé un contrat dont bénéficiait la presse indépendante, c'est une attaque contre les organisations de la société civile et contre les travailleurs et les travailleuses. En s'attaquant ainsi aux organisations syndicales, aux associations de défense des droits et des libertés, la mairie RN affiche clairement son ambition, exiger l'allégeance à ses idées au détriment de l'intérêt général, s'en prendre aux droits de toutes et tous et annihiler toute opposition. Cette décision s'inscrit dans une série d'actes assumés par le maire RN de Carcassonne : suppression de subventions à la Ligue des Droits de l'Homme et à toutes les associations critiquant l'extrême droite, retrait du drapeau européen sur la façade la

mairie, remplacement du portait du Président de la République par celui de Marine Le Pen, suppression des publications légales dans la presse locale considérée comme trop critique... Aujourd'hui, les syndicats, sont directement visés parce qu'ils constituent un contre-pouvoir organisé, capable de défendre les droits sociaux et les libertés collectives. Le message, à un an des élections présidentielles est tout aussi limpide, la Mairie de Carcassonne sera le laboratoire de la politique antisociale de l'extrême droite, avec une doctrine claire : fort avec les faibles et faible avec les puissants. D'ailleurs, le maire de Perpignan, et premier vice-président du Rassemblement national (RN), l'a confirmé lors du meeting du RN ce 1er mai à Mâcon en promettant aux 5.000 sympathisants réunis « Ce que nous avons commencé [à l'échelon municipal], nous sommes prêts à le faire au plus haut niveau de l'État ». Dans un contexte d'accroissement des inégalités sociales, les organisations syndicales et associatives sont les remparts indispensables pour la défense des droits de toutes et tous, dont les droits des travailleurs et travailleuses, des précaires, des privés d'emplois et des retraités. Affaiblir les organisations, mettre en œuvre des stratégies afin de faire disparaître ou tenter de museler leur expression, est une attaque directe contre les droits et les libertés, l'État de droit et les fondements de notre démocratie, et nous ne pouvons l'accepter. Les organisations, au niveau national, réaffirment leur total soutien aux organisations locales visées par la politique autoritaire du maire de Carcassonne. Les organisations syndicales demandent solennellement à Monsieur le Maire, de renoncer au projet d'expulsion des syndicats de la Bourse du travail de l'Aude, et de revoir sa position concernant l'hébergement et le subventionnement de la Ligue des Droits de l'Homme.

Bureau revendicatif d'embauche CGT ville de paris du mardi 26 au vendredi 29 mai, Place de l'hôtel de ville de 9h30 à 17h (Suivre les éventuelles modifications d'horaires et de lieu sur www.cgtilledeparis.fr)

Le comité des syndicats CGT de la Ville de paris organise cette initiative et en explique le sens dans un communiqué que nous reproduisons ici².

"UN FONCTIONNAIRE DE PLUS, C'EST UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ POUR TOUS LES USAGERS ET C'EST UN CHÔMEUR DE MOINS !

Les derniers chiffres du chômage publiés par la Dares et France Travail pour le 4^e trimestre 2025 confirment une dégradation nette de la situation de l'emploi en cohérence avec la poursuite des annonces de plans de licenciements massifs (Cap Gemini, Société Générale, Bosch etc...). En effet, en France (hors Mayotte), 5,75 millions de personnes sont inscrites à France Travail en catégories A, B et C, soit +4,8 % sur un an. Le nombre de personnes totalement privées d'emploi (catégorie A) atteint 3,35 millions, en hausse de +6,8 % sur un an.

A la ville de Paris, nous voulons assurer nos missions et arrêter l'escalade des postes budgétés non pourvus, arrêter les glissements de tâches et mettre fin à la précarité de l'emploi ! En 2022 et 2023, les militants CGT du Comité des Syndicats de la Ville de Paris portaient plus de 600 candidatures spontanées au bureau du recrutement de la Ville de Paris !

Objectif : zéro vacance de poste, même recrutement en personnel supplémentaire pour l'amélioration et le maintien du Service Public, et pour les re-municipalisations à venir.

L'enseigne Bouchara en procédure de redressement judiciaire

Spécialisée dans le linge de lit et le textile de maison, l'enseigne comptait 54 magasins en France et 541 salariés en CDI. Bouchara a été rachetée par une société hongkongaise, détenue par l'homme d'affaires français Morteza Goshayeshi et sa famille, entraînant 358 licenciements. Seul une vingtaine de magasins seront repris et 184 salariés garderont leur poste. 28 fermeront. Dans un communiqué, les organisations syndicales dénoncent : « *Ce n'est pas une restructuration. C'est un naufrage programmé, et ce sont les salariés qui en paient seuls le prix* ». « *Suppression des primes magasins en 2021, remplacées par des objectifs individuels inatteignables. Des NAO à zéro depuis des années. La formation professionnelle sacrifiée, y compris les formations légalement obligatoires depuis deux ans. Les prestations de nettoyage supprimées. Les conditions de travail dégradées méthodiquement, sans vergogne...* » Les organisations syndicales devraient aussi se poser le choix de la lutte de classe et non de la collaboration.

Le chausseur Minelli placé en redressement judiciaire

Une trentaine de magasins vont fermer leurs portes, resteront 26 magasins.

Le Printemps annonce 229 suppressions de postes 10% de ses effectifs

Fermeture de son magasin à Rennes et Brest, mais près de 230 postes vont prochainement être supprimés, a annoncé la direction, fondée en 1865, l'enseigne explique ses difficultés dans les ventes. La direction invoque cette nécessité de restructuration par «*un ralentissement durable des ventes des biens de consommation*», une baisse du pouvoir d'achat.

En 2020, le groupe avait déjà fermé plusieurs magasins, dont ceux de Paris Place d'Italie, Le Havre, Strasbourg, Metz et la suppression de 428 postes.

L'entreprise STMicroelectronics annonce la suppression "d'environ 1 000 postes"

Dans un communiqué la direction a révélé à *Ici Touraine*, le fabricant de semi-conducteurs n'a pas indiqué quels seront les sites concernés par ces suppressions de postes.

«*Tout le projet sera mis en oeuvre sur la base du volontariat, avec des options de mobilités interne et externe d'ici à fin 2027*», écrit la direction dans son communiqué. Le fabricant franco-italien STMicroelectronics compte environ 50 000 salariés à travers le monde, dont 11 500 en France. La majorité d'entre eux, soit 7 500 salariés, sont employés en Isère sur les sites de Grenoble et de Crolles. Quant aux autres, ces derniers travaillent sur les sites de Rousset (Bouches-du-Rhône), de Tours (Val-de-Loire), de Saint-Denis (Ain), de Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) et de Rennes (Ille-et-Vilaine). La CFDT, dans un communiqué rapporté par *Ici Touraine*, a fait part de son «*inquiétude*» après les annonces de la direction. Regrettant une gestion qui «*manque cruellement de solidité*», le syndicat a également déploré : «*les mesures visant à maintenir l'employabilité des salariés désireux de rester dans l'entreprise ne sont pas à la hauteur*». En outre, la CFDT dit craindre que la direction ne favorise ces départs «*au détriment des mesures favorisant la formation et la reconversion professionnelle vers les métiers en croissance et les projets critiques*». Sur les 7,5 milliards de coût du chantier du site de Crolles en périphérie de Grenoble (Isère), l'Etat a participé à hauteur de 2,9 milliards d'euros, soit un soutien public de plus d'un tiers, sans compter les 500 millions d'€ donnés en 2023...L'exemple de cette multinationale révèle l'urgence de la nationaliser sous le contrôle des travailleurs au même titre que tous les grands leviers de l'économie et sans aucune compensation concernant les actionnaires. Pour information STMicroelectronics a lancé un investissement colossal en Italie, avec un apport de l'état italien de 2 milliards.

10 juin les syndicats de la SNCF entendent bien " taper très fort "

Première mobilisation depuis l'arrivée de Jean Castex à la tête de la société de transports ferroviaire, pour protester contre la réorganisation du groupe provoquant notamment de véritables «*dramas humains*» (accidents du travail, arrêts maladie et même suicides suite à des restrictions¹³ suicides de cheminots depuis début 2026). A travers ce mouvement social d'ampleur, ils comptent donc stopper toutes les modifications en cours, mais également rouvrir le dialogue autour des négociations salariales, afin de faire face à l'inflation et sur les conditions de travail grandement dégradées ces dernières années.

Le documentaire "#Tous cheminots", sorti au cinéma en janvier 2026 et réalisé par le CASI PACA, arrive dans les salles, ce film sera une étape clé dans la mobilisation des syndicats de cheminots et des associations d'usagers contre la privatisation des trains

Ce film raconte l'histoire des cheminots confrontés à l'ouverture à la concurrence en PACA : leurs récits, leurs ressentis face aux transformations de leur métier, et les réalités liées aux transferts vers de nouvelles entités. Un témoignage poignant sur la fragmentation de la SNCF et ses conséquences humaines éclairant les enjeux liés à la mise en concurrence des trains, nous aide à comprendre pourquoi l'ensemble des syndicats de cheminots organisent une grève nationale le 10 juin afin de protester contre les conséquences humaines : augmentation de 50 % du nombre d'accidents de travail depuis 4 ans, 13 suicides depuis le début de l'année.

Les postiers des Hautes-Pyrénées annoncent une grève illimitée

«*Suppressions d'emplois, surcharge, mépris* ». La CGT FAPT 65 dénonce une dégradation continue des conditions de travail à la poste. Un préavis de grève illimitée à compter du 26 mai a été déposé.

Mécontents du montant de leurs primes, les salariés de Kalmar France en grève au Havre

La société de matériel portuaire de gros tonnage Kalmar France, dont le siège social est au Havre, voit une grande partie de ses salariés en grève depuis lundi 18 mai 2026. Ils réclament un montant de primes supérieur à celui proposé par la direction.

Les salariés de La Poste à Thouars poursuivent leur mouvement de grève

Au centre de distribution de La Poste à Thouars (Deux-Sèvres), plusieurs salariés s'opposent à la suppression de quatre tournées. 18 salariés se sont retrouvés devant le bureau de poste décidant d'un nouveau débrayage.

La CGT Educ'action et le Snes-FSU de l'Indre appel à la grève

«*Des moyens pour les vies scolaires* » et revaloriser les postes d'assistants d'éducation (AED).

SPACE à Rennes : la CGT alerte sur la situation sociale des salariés et interpelle les élus locaux

La CGT Rennes dénonce une situation sociale dégradée au SPACE (le salon international de l'élevage de Rennes) et demande une réunion d'urgence.

Une situation sociale jugée « extrêmement préoccupante ». La CGT fait état d'un climat social fortement dégradé au sein de l'organisation du salon. Le syndicat évoque notamment des alertes reçues sur l'état de santé physique et psychologique des salariés, parlant d'un « mal-être » et de conditions de travail en nette détérioration. Le document affirme également que deux tiers des salariés seraient actuellement en arrêt de travail, une situation de souffrance au travail devenue structurelle.

Une grève inédite s'annonce au service de santé étudiante (SSE) de l'université de Nantes

Pour la première fois de son histoire, le service a choisi la grève pour porter leur revendication. Les personnels dénoncent un management toxique, des menaces de non-renouvellement des contrats de travail ou encore une augmentation des horaires de service. « *Nous sommes médecins, infirmiers, assistantes de service social, psychologues, sages-femmes, personnel de la Mission relais handicap, travaillant au sein du Service de Santé Étudiante (SSE) de Nantes Université. Nous observons une modification de l'organisation de notre service s'inscrivant dans une logique de rentabilité tendant à prévaloir sur une logique qualitative. Cela nous préoccupe pour la qualité d'accueil et de soins aux étudiants que nous recevons* ». Une rencontre entre le service de santé étudiante et la présidence de l'université est programmée, jeudi 28 mai, le préavis de grève court jusqu'au 30 juin.

L'antenne nantaise a reçu le soutien de collègues de La Roche-sur-Yon et de Saint-Nazaire.

La situation Nantaise est loin d'être isolée, d'autres SSE s'unissent pour conserver leurs modalités de d'intervention de service publics auprès des étudiants et dans leurs intérêts, en dehors de tous critères de rentabilité.

Dossiers Économie

Forfait-jour : une étude de la DARES

La DARES³ vient de publier une étude⁴ : "*Qui sont les salariés au forfait en jours et comment leur travail s'organise-t-il ?*". Cette étude montre que le nombre de salariés au Forfait-jours a augmenté de manière significative. Il a été multiplié par 3 depuis 2002 et concerne aujourd'hui 2,4 millions (15,1%) des salariés du secteur privé. Cet essor concerne tous les secteurs d'activité et toutes les tailles d'entreprise. pour prendre un exemple, pratiquement tous les cadres de l'entreprise EDF sont au forfait-jours. selon la DARES : "*En 2024, 84,2 % des salariés relevant du forfait en jours dans le secteur privé sont des cadres alors que ces derniers ne représentent que 11,7 % des salariés à temps complet. Parmi les cadres forfaitisés, ceux des services administratifs et commerciaux d'entreprise sont particulièrement surreprésentés : ils en représentent 53,6 %, contre 44,9 % des cadres à temps complet aux heures.*"

Le forfait annuel en jours a été introduit en janvier 2000 avec la loi Aubry II sur la mise en œuvre des 35 heures⁵. Ce dispositif a été complété en 2025 pour les PME. Un des enseignements de cette étude montre que les salariés au forfait-jours travaillent plus que la moyenne des autres salariés : "*En 2024, les salariés au forfait en jours accomplissent en moyenne 208 heures de plus dans l'année que les salariés à temps complet dont le temps de travail est décompté en heures (1 821 heures, contre 1 613). Ils travaillent également plus souvent le soir, entre vingt heures et minuit, que les autres salariés à temps complet, et télétravaillent plus souvent qu'eux.*" Ainsi, sur une semaine sans jour férié ni congé, les salariés au forfait-jours affichent une durée de travail de 42,7h contre 37,9h pour ceux dont le temps de travail est décompté en heures. L'introduction des forfaits jours permet de prolonger le temps de travail sans subir les foudres de l'Inspection du travail. C'est bien ce qui a motivé EDF d'adopter cette mesure pour éviter cette épreuve, en particulier, lors des arrêts de tranche durant lesquelles les salariés, en particulier les cadres, sont très sollicités avec des dépassements d'horaires très fréquents.

Si l'utilisation du forfait-jours permet une certaine souplesse, voire de liberté dans l'organisation du travail de ceux le pratiquant, il n'en est pas moins un mode d'exploitation du travail salarié permettant à la fois d'augmenter le temps de travail, mais aussi de permettre à l'entreprise une adaptation souple sans avoir à payer d'heures supplémentaires en cas de nécessité. Ce dernier point a déjà été porté en justice par certains salariés. Ainsi, en 2018, La Cour de cassation a rendu aujourd'hui un arrêt sur le paiement d'heures supplémentaires exigées par un cadre au forfait jour. Elle donne de facto raison au salarié en cassant l'arrêt de la Cour d'appel de Caen en s'appuyant à la fois sur les textes européens et sur les droits constitutionnels des salariés. Cet arrêt va dans le sens des salariés en affirmant que le respect des durées maximales de travail, la mesure et le contrôle du temps de travail, et la préservation de la santé sont des droits pour les salariés et des obligations pour les employeurs. Pour la CGT, c'est un point d'appui supplémentaire afin d'affirmer que les forfaits jours ne peuvent pas déroger au respect de la santé, du droit au repos, et de la rémunération majorée des heures supplémentaires. Lors de la

préparation des jeux Olympiques de Paris, des salariés embauchés en CDD sur des forfait-jours ont organisé des luttes revendiquant leur droit au repos et au paiement de leurs heures supplémentaires.

Les constructeurs automobiles chinois et européens délocalisent leur production mutuellement

Les échanges de « bons procédés » se multiplient dans le secteur automobile européen et chinois. Les constructeurs chinois ont pris une avance certaine dans la production des automobiles électriques alors que leurs homologues européens, n'ayant jamais caché leur peu d'enthousiasme pour ce type de véhicules et développé un lobbying à Bruxelles pour l'abandon de l'idée de mettre fin à la production de voiture à moteur thermique en 2035, ont pris beaucoup de retard. A leur décharge, le changement de motorisations implique une révision en profondeur des usines et sans doute des investissements supplémentaires. En un mot, beaucoup de soucis concernant leurs actionnaires.

Quand la lutte est déjà perdue avant même d'avoir commencé, mieux vaut prendre le chemin de coopération. Ainsi, Stellantis a annoncé le 15 mai la signature d'un accord de coopération stratégique avec le groupe public chinois Dongfeng⁶ (« Vent d'Est ») en vue de produire des véhicules Peugeot et Jeep en Chine. L'investissement consenti serait de 1 milliard d'€ dont 130 millions versés par le groupe Stellantis. La production devrait démarrer en 2027 dans l'usine de Wuhan de Dongfeng. Il s'agirait de deux modèles Peugeot et deux modèles Jeep (non précisés à ce jour) « à énergie nouvelle », vraisemblablement électrique ou hybride.

Le marché visé n'est pas précisé. Etant donné la part relative des partenaires dans le projet en termes d'investissements, la décision pourrait bien revenir au « vrai » constructeur chinois.

Dans le même temps, le groupe automobile chinois envisage de prendre possession d'un site de production en Europe. Stellantis serait prêt à lui céder son usine Citroën de La Janais, près de Rennes, celle de Cassino en Italie et un site en Allemagne. Avec un autre partenaire chinois, Leapmotor, le groupe euro-américain a déjà acté la production de modèle du constructeur sur deux sites espagnols et la cession de l'usine de Madrid à la coentreprise Stellantis-Leapmotor.

Un autre groupe automobile chinois, BYD, lui aussi, se dit très intéressé par l'achat de sites de production en Europe dont il aurait le contrôle exclusif (sans passer donc par une coentreprise). L'Italie et la France (pour son énergie électrique bon marché -sic) sont les pays prospectés par le constructeur. Il est en discussion avec le groupe Stellantis et d'autres constructeurs. BYD étudie également la possibilité de reprendre des marques européennes en difficulté (il serait question de Maserati du groupe Stellantis).

En Italie, la fédération syndicale métallurgie de la CISL (réformateur) hausse le ton à quelques jours de « investor day » de Stellantis prévu le 21 mai à Détroit durant lequel la Direction du groupe va décliner sa stratégie pour les années à venir. Il refuse l'idée de toute fermeture d'usines ou de licenciement. L'Italie a produit moins de voitures en 2025 qu'en... 1955, c'est dire si l'inquiétude est grande au sujet de la pérennité de l'industrie automobile italienne dont le groupe Stellantis a pratiquement le monopole. La perspective d'une production chinoise sur les sites italiens alimente la tension (voir plus haut).

La CGIL de son côté accuse Stellantis d'un projet mûrement réfléchi de désertir l'Italie avec un manque d'investissements patent et d'attribution de nouveaux modèles aux sites de productions italiens. Il pointe également le manque de politique industrielle publique cohérente pour soutenir la transition vers la motorisation électrique. En ce qui concerne l'acquisition d'usines par les constructeurs chinois ou autres, la CGIL y voit des dangers : des lieux de décision stratégique éloignés, une externalisation des domaines clefs de la R&D, un déclassement de l'industrie italienne comme simple site d'assemblage ou comme simple plateforme pour pénétrer le marché européen (crainte spécifique vis-à-vis des constructeurs chinois). Aussi, la centrale syndicale souhaite des engagements des investisseurs étrangers au sujet de l'emploi, du maintien de l'expertise et des qualifications et tout cela dans un cadre public contraignant.

Le gouvernement actuel de l'Italie, fut à une époque révolue un rare membre de l'Union européenne adhérent au projet de la Route de la Soie, il serait prêt à subventionner les initiatives de constructeurs étrangers du moment qu'ils conservent une activité (quelle qu'elle soit ?) sur les sites industriels « en danger ».

Le temps est donc aux grandes manœuvres dans l'industrie automobile européenne qui semble avoir cédé beaucoup de terrains aux rivaux chinois, aujourd'hui des partenaires, paradoxalement, pourraient faciliter les projets de l'Union européenne d'une flotte de véhicules neufs entièrement électrique à l'horizon 2035.

Rien n'assure que cette perspective est bonne pour l'environnement ni pour les travailleurs de l'automobile.

Ryanair: profits en hausse de 35%

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair a annoncé le 18 mai un bénéfice en hausse de 35% à 2,174 milliards d'euros. Elle se félicite d'un chiffre d'affaires en hausse de 11%, à 15,54 milliards d'euros. La compagnie dessert 36 pays et le groupe vise 300 millions de passagers à l'horizon 2034, elle a transporté 208,4 millions de passagers l'an passé, un chiffre en hausse de 4%. «*En l'absence de visibilité sur le deuxième semestre et compte tenu de la forte possibilité des prix du carburant et des risques sur l'approvisionnement, il est beaucoup trop tôt pour*

fournir à ce stade une quelconque prévision significative de bénéfice». Sortons nos mouchoirs: ces multinationales n'en n'ont jamais assez !

Ikea taille dans ses effectifs

Le géant suédois spécialisé dans l'ameublement s'apprête à supprimer massivement des emplois selon *Les Echos*. Inter Ikea Group regroupant aujourd'hui 27 700 salariés a annoncé dans un communiqué supprimer 850 emplois de ses effectifs, dont 300 en Suède.

Inter Ikea Group entend pouvoir mettre en place une toute nouvelle organisation afin de réaliser des économies d'ici la fin de l'année. L'objectif : «*une prise de décision plus rapide, une réduction des coûts et une amélioration de notre capacité à proposer des prix plus bas aux clients*». Son bénéfice net n'était que d'1,5 milliard d'euros en 2025 !

Chômage en hausse

Depuis le mardi 12 mai, le taux de chômage en France a dépassé les 8%, arrivant à un total de 8,1%, c'est-à-dire 2,6 millions de personnes.

La hausse observée touche toutes les tranches d'âges même si certains sont légèrement moins affectés que les autres, notamment les 50 ans et plus (5,3%). Le chômage chez les 25-49 ans est à son plus haut taux depuis 2021 avec un total de 7,3% tandis que les 15-24 arrivent à 21,1% avec une légère baisse.

Les entreprises prévoient 2,3 millions d'embauches cette année c'est une baisse de 6,5% en un an, faisant revenir le marché à la situation de 2018. Cette baisse des possibilités d'emploi est une des explications données pour la hausse du taux de chômage mais ce n'est pas la seule.

Plusieurs autres causes peuvent être avancées, entre autres la mise en place de la loi pour le plein emploi fait passer un grand nombre de personnes de l'état « d'inactif » à celui de « chômeurs ». Il est aussi important de prendre en compte les effets de l'attaque sur l'Iran arrivant en France et qui risque d'attiser les problèmes.

Groupe Bolloré : La CGT appelle à un rassemblement samedi 30 mai devant l'Olympia

Le 11 mai paraissait dans le quotidien *Libération* une tribune signée de 600 professionnels du cinéma inquiets de la mainmise de Bolloré sur le cinéma français, une inquiétude renforcée par l'ingérence récente du milliardaire dans la gestion de la maison d'édition Grasset. Possédant Studiocanal (170 millions investis dans les films français chaque année), Mycanal (diffusion en ligne) et maintenant une partie d'UGC (diffusion en salle), le milliardaire est en mesure de contrôler toute la chaîne de production et de diffusion des films français. En réponse à cette tribune Maxime Saada, le président du directoire de Canal+, vient de déclarer que Canal ne travaillerait plus avec les signataires de cette tribune. Le monde du cinéma est sous le choc, la tribune a gagné 1.400 signataires supplémentaires et la ministre de la culture juge cette réponse disproportionnée. La CGT, elle, appelle à un rassemblement samedi 30 mai devant l'Olympia et réclame, entre autres, le renforcement des mesures juridiques d'anti-concentration dans les médias.

54^{ème} congrès de la CGT

" Congrès de la CGT, entre indifférence et vertes critiques d'UnitéCGT "

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3959-congres-de-la-cgt-entre-indifference-et-vertes-critiques-dunitecgt>

Solidarité internationaliste

Fédération Syndicale Mondiale : Cuba n'est pas seule, campagne mondiale de collecte de signatures

Le Conseil Présidentiel de la FSM, réuni les 12 et 13 mai 2026, exprime sa pleine solidarité et son soutien indéfectible au peuple héroïque de Cuba, continuant à défendre les acquis de la Révolution malgré l'intensification de l'agression impérialiste et du blocus criminel imposé depuis des décennies par les États-Unis. Malgré les condamnations répétées du blocus par l'écrasante majorité de la communauté internationale et par l'Assemblée générale des Nations Unies, le gouvernement des États-Unis continue d'intensifier la guerre économique contre Cuba. Sous de faux prétextes et à travers des sanctions et restrictions supplémentaires, il cherche à étouffer l'économie cubaine, provoquant de graves conséquences sur les conditions de vie et de travail du peuple cubain, notamment dans les domaines de l'énergie, de la santé, des transports et de la vie quotidienne.

Dans le même temps, les forces impérialistes et leurs alliés tentent d'exploiter ces difficultés afin de saper et de renverser la Révolution cubaine et d'isoler internationalement Cuba socialiste. Cependant, la classe ouvrière et le peuple cubain continuent de résister avec dignité, résilience et détermination, défendant leur droit souverain de choisir leur propre voie sans intervention ni coercition étrangères.

Dans ces circonstances critiques, la solidarité avec Cuba ne peut rester au seul niveau des déclarations. Les conditions actuelles exigent une action internationaliste concrète et une solidarité pratique de la part du mouvement syndical de classe et des peuples du monde.

Suite à la décision, en Italie, le 18 mai 2026, des milliers de travailleurs italiens ont participé à une grève générale de 24 heures. La réunion du Conseil Présidentiel de la FSM, tenue les 12 et 13 mai 2026, la FSM appelle ses affiliés et amis à participer activement à la Campagne mondiale de collecte de signatures : « Cuba n'est pas seule ! – FIRMO POR CUBA ».

Nous appelons tous les syndicats, organisations ouvrières, organisations de jeunesse et populaires, militants et amis de Cuba à renforcer et organiser la campagne dans chaque pays, chaque lieu de travail, chaque secteur, chaque université et chaque quartier.

Étapes pour participer à la Campagne mondiale " Firmo Por Cuba – Signez pour Cuba " :

Télécharger et imprimer le formulaire de collecte de signatures.

Organiser des initiatives de collecte de signatures dans les lieux de travail, usines, bureaux, ports, écoles, universités, quartiers et communautés.

Remettre les signatures collectées à l'Ambassade ou au Consulat de Cuba dans votre pays.

Informers les organisateurs de la campagne de votre participation et du nombre de signatures collectées par courriel à : contact@firmoporcuba.com, ainsi qu'au siège de la FSM.

Promouvoir et diffuser la pétition internationale en ligne ! Les photos des collectes de signatures et des activités seront également publiées sur les canaux de la FSM.

Le formulaire afin d'imprimer et collecter les signatures peut être téléchargé ici :

<https://www.firmoporcuba.com/print>

La FSM appelle tous ses affiliés et amis à prendre des initiatives immédiates et à contribuer activement au succès de cette importante campagne internationale de solidarité.

Solidarité avec Cuba !

Levée immédiate du blocus !

Bolivie : grève générale, marche sur La Paz

la Bolivie est secouée par de grandes mobilisations contre l'austérité et le gouvernement de Rodrigo Paz. Les manifestants demandent des augmentations salariales, des mesures contre l'inflation et le retrait d'une loi controversée sur la propriété agraire. Ils exigent la démission du président de centre droit Rodrigo Paz.

Des milliers de partisans de l'ancien président bolivien Evo Morales ont défilé à La Paz lundi, alors que s'intensifiaient les manifestations liées à la crise économique que traverse le pays.

Les manifestants se sont heurtés aux forces anti-émeutes après une marche de six jours à travers les Andes, des tirs de gaz lacrymogènes et des explosions de dynamite ayant été signalés dans plusieurs quartiers de la capitale.

Le parquet a ordonné l'arrestation du leader du principal syndicat ouvrier du pays, Mario Argollo, accusé notamment d'« incitation publique à commettre des délits » et de « terrorisme ».

Renault (Espagne) : les patrons, aussi, ne lâchent rien...

Les négociations au sujet du nouvel accord d'entreprise pour les sites de Palencia et Valladolid du groupe Renault ont échoué, en particulier concernant l'offre salariale de l'employeur. Aussi, la Direction a menacé tout simplement de réduire l'activité sur les deux sites industriels, comptant près de 6000 salariés.

Les ouvriers travaillent depuis des mois sous la pression avec une politique de réduction des coûts destinée à financer le virage vers la voiture électrique, leur assène-t-on. La revendication syndicale, dans ce contexte, était non recevable, qu'on en juge : les représentants du personnel prétendaient compenser, par leur demande de hausse de salaire, l'inflation de 12,6% sur les deux dernières années !

Par ailleurs, il se trouvait sur la table des sujets de conditions de travail : l'été, la température monte dans les ateliers jusqu'à 35°C !

Grand seigneur, Renault a proposé une prime (brute) de 400 €... étalée sur 2027 et 2028.

Evidemment une telle proposition ne pouvait qu'être rejetée. Aussi, la rumeur d'une délocalisation a bien vite commencé à circuler avec l'évocation des rivages marocains ou turcs sur lesquels les exigences des travailleurs seraient plus « raisonnables ». Il n'est pas précisé si Renault rembourserait en cas de délocalisation les 66 millions d'€ de subventions versés par le gouvernement espagnol.

Pour autant, le groupe automobile a préparé ces usines espagnoles pour le développement de modèle particulier dont la nouvelle Scenic électrique (architecture inédite de 800 volts – pour les spécialistes) avec, autre innovation, un prolongateur d'autonomie (petit moteur thermique de secours générateur d'électricité afin d'éviter la panne sèche).

Si les menaces de la Direction sont sérieuses, cela voudrait dire qu'elle est prête à revoir tout son agenda industriel et commercial. En effet, il lui faudrait pour le respecter trouver un nouveau site, le reconfigurer, former les opérateurs, le tout en moins de deux ans.

En clair, Renault est prêt à se tirer une balle dans son pied industriel au lieu de répondre favorablement à de justes revendications ouvrières. Une leçon de choses pour tout ceux niant l'existence de la lutte des classes.

Martinique : Transaglo, la grève se poursuit

Le conflit social de l'entreprise Transaglo paralyse le transport urbain du Centre et connaît une ouverture. Si un terrain d'entente semble se dessiner, le dialogue reste extrêmement tendu entre la direction et les salariés ainsi que leur syndicat ayant de nouveau été assignés en justice.

Par voie de communiqué Martinique Transport, l'autorité gestionnaire du transport urbain sur le centre de la Martinique, annonce une avancée significative dans le conflit opposant la société Transaglo et ses salariés soutenus par le syndicat CGTM, à savoir, la revalorisation salariale et l'harmonisation des salaires. S'agissant du premier point, une augmentation de 4% a été actée dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO).

En Italie, le 18 mai 2026, des dizaines de milliers de travailleurs italiens ont participé à une grève générale de 24 heures

Une grève générale de 24 heures contre le génocide israélien à Gaza, le militarisme du gouvernement Meloni et ses conséquences sociales pour la classe ouvrière a paralysé l'Italie le lundi 18 mai 2026. Cette grève était organisée par le syndicat Unione Sindacale di Base (USB) avec l'Unione Sindacale Italiana (USI) et la Federazione Italiana Sindacati Intercategoriali (FI-SI), a paralysé les transports, les écoles, les services publics et la logistique dans tout le pays.

Les revendications de l'USB sont : l'instauration d'un salaire minimum obligatoire, le rétablissement du mécanisme d'indexation des salaires (*échelle mobile des salaires*) aboli sous les précédents gouvernements, une taxe exceptionnelle sur les conglomérats énergétiques et bancaires, et la défense des services publics de santé, des retraites, de l'éducation et du logement contre un budget consacrant des dizaines de milliards au réarmement.

D'importantes manifestations se sont déroulées dans tout le pays. Ils étaient 100.000 à Rome.

Grèce : pour la 5^e année consécutive, la KNE (jeunesse communiste) arrive en tête lors des élections étudiantes

La « Panspoudastiki KS », liste soutenue par la KNE, est arrivée en tête pour la cinquième année consécutive lors des élections étudiantes qui se sont déroulées dans toute la Grèce le mercredi 13 mai⁷, obtenant 32,47 % des voix et plus de 14.900 suffrages. La liste soutenue par le gouvernement de la ND (DAP) est arrivée en deuxième position avec 25,40 % des voix, tandis que celle du PASOK sociale-démocrate (PASP) est arrivée en troisième position avec 11,22 %. Les autres forces issues du SYRIZA, également social-démocrate, n'ont recueilli que 0,54 % des voix.

Corée du Sud : La grève chez Samsung perturbe la production mondiale de cartes mémoire

Les négociations entre la direction de Samsung et son principal syndicat ont échoué, une grève de 18 jours va débiter le 21 mai. Une grève d'une ampleur inédite se prépare secouant bien au-delà de la Corée du Sud. Faute d'accord sur les salaires et les primes, le principal syndicat du géant sud-coréen prévoit un mouvement de 18 jours à partir du 21 mai. Plus de 50 000 salariés pourraient y participer, avec un impact potentiel massif sur la production mondiale de cartes mémoire et de composants critiques pour l'IA, source BFM.

Les syndicats réclament notamment une hausse des salaires fixes d'environ 7%, la suppression d'un plafond limitant les primes et une redistribution plus favorable des profits. Cette contestation intervient dans un contexte de forte croissance, portée par l'explosion de la demande liée à l'intelligence artificielle.

Le coût d'une grève prolongée pourrait atteindre jusqu'à 20 milliards de dollars pour Samsung.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3939-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-279-du-14-mai-2026>

² <https://cgtvilledeparis.fr/bureau-revendicatif-dembauche-cgt-du-mardi-26-au-vendredi-29-mai-2026-place-de-lhotel-de-ville-de-9h30-a-17h/>

³ Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/>

⁴ <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-salaries-au-forfait-en-jours>

⁵ <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000398162/> ; <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2001>

⁶ Pour rappel, Dongfeng et Peugeot-Citroën avait créé une coentreprise en 1992, Dongfeng Citroën Automobile Company (DCAC), aujourd'hui [Dongfeng Peugeot-Citroën Automobile Limited](#) (DPCA).

⁷ <https://inter.kke.gr/fr/m-article/Pour-la-5e-annee-consecutive-la-KNE-arrive-en-tete-lors-des-elections-etudiantes/>

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.
Nous savons que nous pouvons compter sur vous.*

[© Copyright](#)